



**Demande de permis d'urbanisme avec concours d'un architecte**

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....



## Cadre 1 - Demandeur

### Personne physique

Nom : .....Prénom : .....

N° national : .....

#### Adresse

Rue : .....n° ..... boîte.....

Code postal : ..... Commune : .....Pays : .....

Téléphone : .....Fax : .....

Courriel : .....

### Personne morale

Dénomination ou raison sociale : Telenet SA

Forme juridique : SA

#### Adresse

Rue : Liersesteenweg n° 4 boîte.....

Code postal : 2800 Commune : Mechelen Pays : Belgique

Téléphone : +32 (0)486 521 408 Fax : .....

Courriel : .....

#### Personne de contact

Nom : Tips Prénom : Philippe

Qualité : Building permit coordinator

Téléphone : 0486 521 408 Fax : .....

Courriel : philippe.tips@telenetgroup.be

### Architecte

Nom : De Coninck Prénom : Bieke

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : PTM Architecture BVBA

Forme juridique : sprl

Qualité : Architecte

#### Adresse

Rue : Pleispark n° 49 boîte.....

Code postal : 9051 Commune : Sint-Denijs-Westrem Pays : Belgique

Téléphone : 0485 04 94 15 Fax : .....

Courriel : natalie.dewilde@ptm-group.eu

## Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

**Installation d'une nouvelle station de télécommunication pour le réseau de Telenet BV.**

**Telenet** vise à installer une station de télécommunication nouvelle pour le réseau de Telenet :

- L'installation d'un pylône en treillis de 30,00m
- L'installation de 3 antennes quad bandes en haut du pylône sur des bras de déports: 3x 1.50m de longueur, hauteur milieu d'antenne +29.25m
- L'installation de 3 antennes tri-bandes en haut du pylône sur des bras de déports: 3x 2.52m de longueur, hauteur milieu d'antenne +28.75m
- L'installation de trois faisceaux hertziens sur L-console, au-dessus l'antenne: 4x diamètre 60cm, hauteur milieu de faisceau hertzien +29.70m
- L'installation de douze boîtes techniques RRU, 4 par chaque secteur sur le mat d'antenne, derrière l'antenne.
- L'installation de câbles coaxiaux (feeders)
- L'installation de 3 baies techniques nécessaires au fonctionnement de la station, à côté du pylône.
- L'installation d'un coffret d'alimentation et un coffret électrique, à côté du pylône

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

.....

## Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : Ruelle Rencontre n°

Commune : 1457 Walhain

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	Walhain	1	G	287A	SA Exploitation Agricole de Chaumont

Existence de servitudes et autres droits :

**Non**

Oui : .....

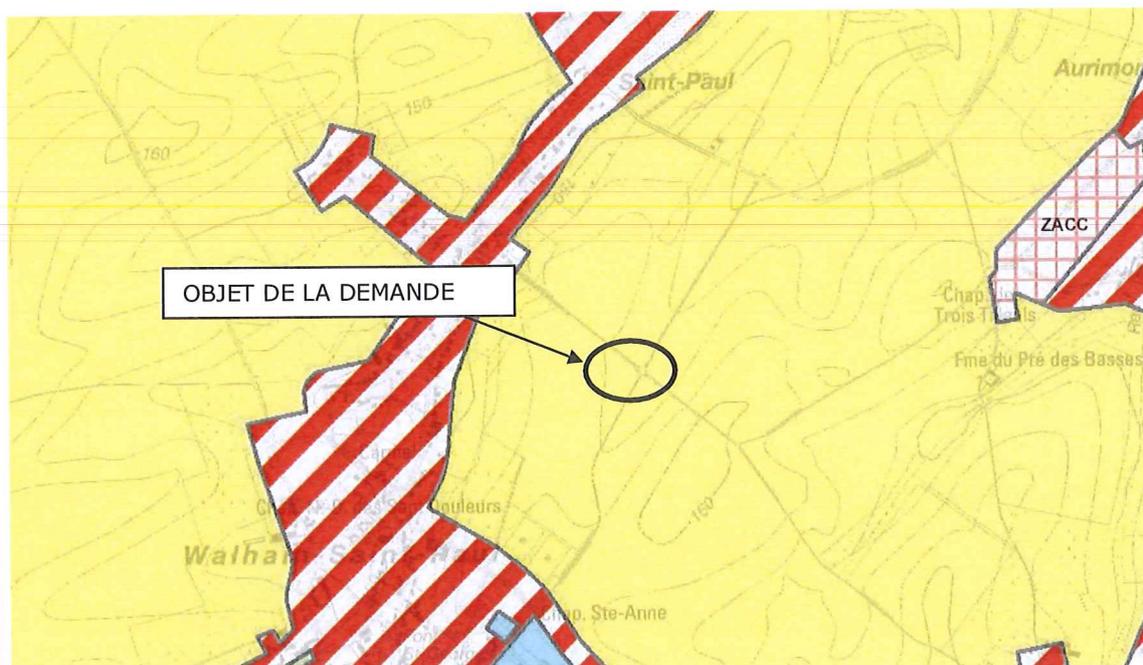
## Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Réunion de projet en date du .....
- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à ....
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à ....
- Certificat de patrimoine délivré le .....à....
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :  
.....

## Cadre 5 - Situation juridique du bien

### Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT : -
- Plan de secteur : Wavre-Jodoigne-Perwez, zone agricole



- Carte d'affectation des sols : Pas de carte d'affectation des sols
- Schéma de développement pluricommunal : Pas de schéma de développement pluricommunal
- Schéma de développement communal : Walhain, 25124-SSC-0001-01
- Schéma d'orientation local : Pas de schéma d'orientation local
- Guide communal d'urbanisme : Règlement communal pour la protection des arbres et des espaces verts, 25124-RCB-0001-01
- Guide régional d'urbanisme : Pas de guide régional d'urbanisme

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn.

- Permis d'urbanisation : Néant Lot n : .....
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable **NON**
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification **NON**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : **NON**

**Autres caractéristiques du bien**

- Site - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde - classé - soumis provisoirement aux effets du classement - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel en vertu du Code wallon du patrimoine ... ou soumis à des mesures similaires en région de langue allemande **NON**
- Bien situé dans une zone de protection - repris à l'inventaire du patrimoine archéologique - en vertu du Code wallon du patrimoine **NON**
- Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau - l'éboulement d'une paroi rocheuse - le glissement de terrain - le karst - les affaissements miniers - le risque sismique - autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeurs : **NON**
- Bien situé –dans - à proximité - d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté - d'une réserve naturelle domaniale - d'une réserve naturelle agréée - d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique - d'une zone humide d'intérêt biologique - d'une réserve forestière – visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature... **NON**
- Bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent **NON**
- Bien dont la localisation est - n'est pas - susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
- S'agit-il de la création - modification - d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ?

**Non**

Qui : .....

- Bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de Vesdre amont qui reprend celui-ci en zone « collectif ».
- Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau: **NON**
- Présence d'un cours d'eau de 1<sup>ère</sup> – 2<sup>ème</sup> – 3<sup>ème</sup> catégorie : **NON**
- Autres :...

**Cadre 6 - Options d'aménagement et parti architectural du projet**

Cet emplacement, situé à Ruelle Rencontre à 1457 Walhain, a été choisi car le propriétaire, SA Exploitation Agricole de Chaumont, a donné son accord pour la réalisation de ce projet. Aussi la Commune de Walhain a donné son accord pour améliorer la couverture dans la centre-ville. Il s'agit d'un terrain privé implanté sur une zone agricole. Ce projet concerne l'installation d'un nouveau pylône treillis avec des antennes et des faisceaux hertziens sur le pylône et baies techniques à côté du pylône. L'implantation est favorable pour la couverture du réseau de Telenet dans le périmètre défini.

Le pylône aura une couleur grise neutre de sorte qu'il s'intègre dans le paysage et sera implanté sur un champ, au bord de la parcelle. Il y a des champs autour et quelques habitations à l'ouest du site.

La hauteur du pylône s'explique par le fait qu'une hauteur minimale est nécessaire afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation.

L'installation d'un pylône treillis dans cette zone agricole est acceptable du point de vue urbanistique car cela ne créera qu'une rupture dans le paysage limitée, aussi l'impact visuel sur l'environnement reste limité.

## Cadre 7 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

L'implantation d'une station-relais de télécommunication mobile relève des actes et travaux d'utilité publique au sens de l'article D.IV.22, 2°, et à ce titre et en vertu de l'article D.IV.11 du CODT, le projet peut être autorisé en dérogation au plan de secteur. Conformément à l'article D.IV.13 du CoDT, le permis sollicité peut être octroyé en dérogation du plan de secteur si la dérogation :

1. est justifiée compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé;
2. ne compromet pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur dans le reste de son champ d'application ;
3. concerne un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

1. En tant qu'opérateur de téléphonie mobile, Telenet doit respecter ses obligations légales en terme de couverture de réseau. Un site doit dès lors être choisi car son emplacement est le meilleur parmi les différents sites envisagés pour couvrir la zone au mieux, et pour remplir ses obligations légales de couverture de réseau. L'amélioration du réseau est indispensable pour rencontrer les besoins grandissants des utilisateurs du réseau de télécommunication Telenet, en termes de couverture, de capacité et de qualité de communication.

Afin d'obtenir la solution optimale pour l'amélioration du réseau, différentes possibilités d'implantation ont été envisagées, et tous les candidats (et en priorité les candidats conformes à la zone) ont été analysés. Cette analyse des potentiels sites a montré que le site retenu est la meilleure solution en comparaison avec les autres sites.

- BW4705\_1 - zone Habitat – L'église Notre Dame, c'est le point le plus élevé dans la zone de recherche, mais il n'y a pas un accord avec le propriétaire.

- BW4705\_2 - zone Services publics et équipements communautaires – Parking Sainte Anne, avait également été envisagé mais il n'y a pas un accord avec le propriétaire.

- BW4705\_3 – zone Services publics et équipements communautaires – Parking Petit Pré avait également été envisagé mais il n'y a pas un accord avec le propriétaire.

- BW4705\_4 – zone Habitat – Ferme Basse-cour à Rue de Sauvenière 44, avait également été envisagée mais il n'y a pas un accord avec le propriétaire.

- BW4705\_5 – zone agricole – Skate park, Rue de la Chapelle Ste Anne, avait également été envisagé mais il n’y a pas un accord avec le propriétaire.
- BW4705\_6 – zone Services publics et équipements communautaires – Terrain de foot, avait également été envisagé mais il n’y a pas un accord avec le propriétaire et elle se trouve plus proche des habitations.
- BW4705\_7 – zone agricole – extension de la zone de recherche, parce que toutes les autres alternatives sont refusées par la Commune. Chemin de Pommiers, avait également été envisagé mais les résultats d’amélioration de la couverture de réseau sont mieux pour le site retenu.
- BW4705\_8 – zone agricole – extension de la zone de recherche, Bois Bono, proposé par la Commune, avait également été envisagé mais les résultats d’amélioration de la couverture de réseau sont mieux pour le site retenu et difficile pour la connexion d’électricité.
- Site BW4705H - zone agricole - Site retenu. Le site retenu est juridiquement, techniquement, économiquement et géographiquement réalisable et garantie l’amélioration nécessaire du réseau Telenet. Il y a un accord avec le propriétaire et la Commune. Pour un rapport complet de la situation actuelle et future relative à la couverture de réseau aux alentours du site, nous vous renvoyons aux cartes « Coverage prediction » se trouvant dans le dossier de demande de permis.

En conclusion, le site retenu constitue la solution optimale. Comme démontré ci-dessus, la spécificité du projet justifie son implantation en dérogation à la zone agricole, en ce qui concerne l’emplacement de la station de télécommunication dans une zone conforme au plan de secteur celle-ci n’est pas possible pour des contraintes techniques et géographiques qui restreignent fortement le choix des implantations envisageables.

La dérogation au plan de secteur est donc nécessaire.

Par ailleurs, le site a été choisi en raison d’une part de son emplacement en dehors la centre-ville avec la couverture radio souhaitée, et d’autre part du fait que la commune est d’accord avec l’installation. L’habitation la plus proche se trouve à 350m.

L’emprise du projet au sol est réduite, et le type de pylône est pylône en treillis d’une taille limitée, et d’une couleur neutre peu visible (en gris), cela afin d’en limiter l’impact visuel.

2. Le projet ne compromet pas la mise en œuvre de la zone agricole, en ce qu’il ne constitue pas un obstacle à accueillir les activités.

La destination de la zone n’est en effet ni atteinte ni remise en cause par l’implantation du projet sur le site en question. Ainsi, rien n’empêche que le bien sur lequel se situe le projet soit utilisé pour l’affectation de la zone agricole, le pylône est implanté en extrême bordure du terrain, le projet a une emprise au sol de 49m<sup>2</sup>, ce qui est négligeable en comparaison avec la taille de la parcelle (68309m<sup>2</sup>) et de la zone en question (superficie HA 3807,4)

Ce faisant, la dérogation ne conduit pas à la dénaturation du plan, dans le sens où le plan conserve, après la dérogation, une portée significative dans le reste de son champ d’application.

3. Enfin, le projet contribue à la gestion et à l’aménagement du paysage dès lors que c’est dans un contexte d’évolutions sociales et économiques qu’il prend part. A cet égard, c’est dans l’intérêt

général et pour répondre aux besoins grandissants des utilisateurs en terme de télécommunication qu'est mis en œuvre ce projet d'installation d'une nouvelle station-relais de télécommunication. De plus, et comme déjà évoqué ci-dessus, le projet est mené afin d'offrir aux habitants, passants et utilisateurs de la zone et des zones avoisinantes une meilleure couverture, et également, une meilleure communication. Cette amélioration en terme de couverture de réseau est également indispensable en cas d'urgence, et au regard de ce qui se situe à proximité de la zone : centre-ville, habitations, entreprises. Le projet contribue donc à l'aménagement de la zone et des zones avoisinantes.

Le projet vise à s'implanter dans une zone non-destinée à l'urbanisation, on peut motiver la dérogation au regard du caractère non-bâti du paysage en disant qu'avec la présence des champs il n'y a pas une rupture de paysage, le pylône aura une couleur grise neutre pour bien se fondre dans le décor.

Aussi, et comme déjà explicité ci-dessus, du fait de l'existence des champs à proximité directe du site, le projet n'a qu'un impact limité sur le paysage environnant, s'y intègre et en respecte les lignes de force.

Le pylône pourra accueillir d'autres opérateurs qui souhaiteraient également s'implanter dans la zone visée.

Les conditions énoncées à l'article D.IV.13 sont ainsi rencontrées en ce qui concerne ce projet d'installation d'une station-relais de télécommunication sur le bien sis Ruelle Rencontre à Walhain, et la dérogation peut être octroyée. »

## Cadre 8 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement
- Une étude d'incidences sur l'environnement

## Cadre 9 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

## Cadre 10 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- Non
- Oui : description succincte des travaux.....

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

## Cadre 11 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe):

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés

## Cadre 12 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

## Cadre 13 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- un plan de situation du bien concerné dressé à l'échelle de 1/10. 000<sup>e</sup> ou de 1/5.000<sup>e</sup>, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :
  - l'orientation ;
  - la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité;
  - les voies de desserte et leur dénomination ;
- un plan qui figure le contexte urbanistique et paysager établi à l'échelle de 1/1.000<sup>e</sup> ou de 1/500<sup>e</sup> et qui figure :
  - l'orientation ;
  - la voirie de desserte cotée avec indication de son statut juridique ;
  - l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci ;
  - lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT, les principales caractéristiques du paysage telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article D.IV.4, 12° du CoDT, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci ;
  - l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé ci-dessous;
- un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
  - deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
  - au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné, les constructions voisines et l'environnement général ;

- lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction ou lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;
- le cas échéant, une note de calcul justifiant le respect du critère de salubrité visé à l'article 3. 5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel
- un plan d'implantation représentant l'occupation de la parcelle, dressé à l'échelle de 1/500e, de 1/250e ou de 1/200e et qui figure :
  - les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau ;
  - lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, les limites des lots ;
  - au moins deux coupes significatives longitudinale et transversale cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
  - si le projet implique une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres sur le plan d'implantation avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
  - le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
  - l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées ;
  - les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
  - le cas échéant, le tracé des infrastructures de transport de fluide et d'énergie qui traversent le ou les biens concernés ;
  - l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, les matériaux projetés ainsi que l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables et les plantations projetées ;
  - le niveau d'implantation du projet par rapport à un repère fixe du domaine public ;
  - les aménagements et équipements de la voirie, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
  - le réseau de principe du système d'évacuation des eaux ;
  - en cas d'épuration individuelle avec dispersion des eaux dans le terrain, une étude hydrologique.
- la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup>, qui figure :
  - la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
  - les élévations ;

- la légende des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ainsi que leurs tonalités ;
- les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ;
- le cas échéant, les mesures techniques actives et passives prévues par l'architecte pour prévenir ou minimiser les risques au regard des zones à risques définies par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et en relation avec le plan d'action régionale en matière de lutte contre le radon ;
- le cas échéant, le dossier technique du projet de voirie, qui comprend :
  - une vue en plan et des profils en long établis à l'échelle de 1/200<sup>e</sup> ou 1/1000<sup>e</sup>;
  - des profils en travers établis à l'échelle de 1/100<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup>;
  - une coupe-type avec les matériaux projetés.

La coupe-type peut être fixée en fonction d'un cahier des charges imposé par l'autorité compétente.

**Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.**

## Cadre 14 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

**Signature du demandeur ou du mandataire**



**Philippe Tips**

## *Extrait du Code du Développement Territorial*

### Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le

fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

**Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du réceptionné visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du réceptionné de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable.** Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

#### Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

#### Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33,

alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.